

PRÉFECTURE  
Direction des Collectivités Locales  
et des Procédures Publiques  
Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées  
SK/651

## ARRETE

**N°2014021-0008 du 21 janvier 2014 portant  
mise en demeure à la société GUSTAVE MULLER de respecter  
les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004  
réglementant ses installations de VOLGELSHEIM**

LE PREFET DU HAUT-RHIN  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L171-8,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,
- VU** l'arrêté préfectoral autorisation n°83199 du 25 septembre 1986 portant autorisation à la société Gustave MULLER de poursuivre des exploitations au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** l'arrêté préfectoral n°95391 du 19 février 1991 portant autorisation d'extension des établissements Gustave MULLER au port rhénan de Volgelsheim,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2004-170-27 du 18 juin 2004 imposant à la S.A.S. Gustave MULLER de déposer un dossier de complément d'étude de dangers pour ses installations exploitées à Volgelsheim,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2007-302-7 du 29 octobre 2007 imposant à la société Gustave MULLER une analyse critique du complément d'étude de dangers transmis en application des dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2004 ainsi que les compléments à cette étude pour ses installations exploitées à Volgelsheim,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2011-244-7 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 portant prescriptions complémentaires à la société Gustave MULLER pour le remplacement de séchoirs à céréales à Volgelsheim,
- VU** la visite d'inspection du 19 novembre 2013,
- VU** le rapport d'inspection du 20 novembre 2013 de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'inspection des installations classées,

**CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 19 novembre 2013, il a été constaté que le nettoyage du silo est réalisé au moyen de balais sans que cela ne soit formalisé et encadré dans une procédure spécifique au silo de Volgelsheim,

**CONSIDÉRANT** qu'il a également été constaté la présence de poussières aux abords de la fosse de réception n°5 (zone confinée derrière une bâche) ,

**CONSIDÉRANT** que de tels constats relèvent du non-respect des prescriptions des articles 12 et 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié,

**CONSIDÉRANT** que des opérations de nettoyage au moyen de balais peuvent être à l'origine de la création de nuages de poussières entraînant un risque d'explosion,

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

## **A R R Ê T E**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

La société Gustave MULLER, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est Port Rhénan à NEUF-BRISACH (68600), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de son silo de Volgelsheim, **à la notification du présent arrêté**, les prescriptions des articles 12 et 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 reprises ci-après :

- Article 12 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 : « (...) *Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.* »
- Article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 :  
« *Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.*

*La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.*

*Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.*

*Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières. »*

### **Article 2** :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du Code de l'Environnement.

**Article 3 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin et le Directeur Régional de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 21 janvier 2014

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,  
Secrétaire Général par intérim,

Signé

Laurent LENOBLE

**Délais et voie de recours :**

(article R. 514-3-1 du Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.